

armements entre l'URSS et les États-Unis. Ce rapport déplorait la paralysie partielle dont était frappée les Nations unies à l'égard du maintien de la paix et de la sécurité mondiales. Perez de Cuellar posa alors une question: qui peut vraiment croire que notre monde soit engagé sur la bonne voie quand on le sait dominé par la dissuasion nucléaire, et quand on dépense 800 milliards de dollars par an pour les armes alors qu'une grande partie de la population vit dans la misère avec peu d'espoir réel de s'en sortir? Et le paradoxe dans tout cela, d'ajouter le Secrétaire général, est que les Nations unies dont le mandat touche à de tels problèmes sont mises trop souvent à l'écart; elles ne sont pas au coeur des débats pour régler ces questions.

À l'occasion de son troisième rapport en 1984, Perez de Cuellar était plus positif à l'égard de l'organisation et de ses réalisations. Mais il était loin d'être optimiste. En effet, comment expliquer que le multilatéralisme perde des points alors que les développements afférents à la paix et à l'économie mondiales commandent un renforcement du système multilatéral? À l'approche du quarantième anniversaire de l'ONU, Perez de Cuellar posa cette question de fond et demanda aux intellectuels, aux leaders politiques et aux diplomates de l'évaluer.

Des échecs réels

La liste des problèmes et des plaintes touchant l'organisation est à la fois longue et connue. La sécurité collective telle qu'envisagée à San Francisco — d'épargner les générations futures du fléau de la guerre — ne s'est pas concrétisée comme on l'aurait souhaité quand les relations entre les Alliés de la Seconde Guerre mondiale se sont désintégrées pour devenir les relations Est-Ouest. Le Conseil de sécurité, le principal organe pour résoudre les conflits et maintenir la paix, a reçu de nombreux coups de Jarnac grâce au droit de veto de ses membres permanents. L'Assemblée générale, qui compte 159 membres aujourd'hui, est trop souvent la scène de polémiques stériles et non de discussions raisonnables visant la recherche d'un compromis. Les résolutions adoptées par l'Assemblée générale sont souvent ignorées par les gouvernements membres et deviennent ainsi insignifiantes. Perez de Cuellar avait noté en 1983 que des résolutions sont adoptées à l'occasion pour commander des études et des rapports, lesquels servent de base à de nouvelles résolutions et deviennent ainsi un substitut à l'action et son antithèse en fait.

En outre, il existe nombre de questions de fond à l'ordre du jour de l'ONU qui y sont depuis toujours et où il semble que peu de progrès aient été accomplis. Les plus importantes sont: le Moyen-Orient, y compris la question palestinienne et les relations d'Israël avec ses voisins, de même que la question de l'apartheid et de la question reliée de la Namibie. Le fait que ces questions ne soient pas réglées, que la guerre entre l'Iran et l'Iraq continue, que les nations aient eu recours à la force aux Falklands/Malouines, en Amérique centrale, à la Grenade, en Afrique, en Afghanistan, au Kampuchéa, et le fait aussi que les violations des droits de l'homme persistent, tout cela porte ombrage aux Nations unies. L'ONU est accusée de tous